

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS
PCT

RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL
 (article 36 et règle 70 du PCT)

RECEIVED
03 SEP 2004

WIPO PCT

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE A DONNER voir la notification de transmission du rapport d'examen préliminaire international (formulaire PCT/PEA/416)	
Demande Internationale No. PCT/FR 03/01122	Date du dépôt international (jour/mois/année) 09.04.2003	Date de priorité (jour/mois/année) 18.04.2002
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB B62D65/00		
Déposant VALLOUREC COMPOSANTS AUTOMOBILES VITRY ET AL		

1. Le présent rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est transmis au déposant conformément à l'article 36.

2. Ce RAPPORT comprend 6 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.

- Il est accompagné d'ANNEXES, c'est-à-dire de feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou de feuilles contenant des rectifications faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 70.16 et l'instruction 607 des Instructions administratives du PCT).

Ces annexes comprennent feuilles.

3. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :

- I Base de l'opinion
- II Priorité
- III Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- IV Absence d'unité de l'invention
- V Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- VI Certains documents cités
- VII Irrégularités dans la demande internationale
- VIII Observations relatives à la demande internationale

Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 05.11.2003	Date d'achèvement du présent rapport 06.09.2004
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international  Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2 NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl Fax: +31 70 340 - 3016	Fonctionnaire autorisé Tsitsilonis, L N° de téléphone +31 70 340-2879



RAPPORT D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Demande internationale n°

PCT/FR 03/01122

I. Base du rapport

1. En ce qui concerne les éléments de la demande internationale (*les feuilles de remplacement qui ont été remises à l'office récepteur en réponse à une invitation faite conformément à l'article 14 sont considérées, dans le présent rapport, comme "initiallement déposées" et ne sont pas jointes en annexe au rapport puisqu'elles ne contiennent pas de modifications (règles 70.16 et 70.17)*) :

Description, Pages

1-13 telles qu'initiallement déposées

Revendications, No.

1-7 telles qu'initiallement déposées

Dessins. Feuilles

16-66 telles qu'initialement déposées

2. En ce qui concerne la langue, tous les éléments indiqués ci-dessus étaient à la disposition de l'administration ou lui ont été remis dans la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.

Ces éléments étaient à la disposition de l'administration ou lui ont été remis dans la langue suivante: , qui est:

 - la langue d'une traduction remise aux fins de la recherche internationale (selon la règle 23.1(b)).
 - la langue de publication de la demande internationale (selon la règle 48.3(b)).
 - la langue de la traduction remise aux fins de l'examen préliminaire internationale (selon la règle 55.2 ou 55.3).

3. En ce qui concerne les séquences de nucléotides ou d'acide aminé divulguées dans la demande internationale (le cas échéant), l'examen préliminaire internationale a été effectué sur la base du listage des séquences :

 - contenu dans la demande internationale, sous forme écrite.
 - déposé avec la demande internationale, sous forme déchiffrable par ordinateur.
 - remis ultérieurement à l'administration, sous forme écrite.
 - remis ultérieurement à l'administration, sous forme déchiffrable par ordinateur.
 - La déclaration, selon laquelle le listage des séquences par écrit et fourni ultérieurement ne va pas au-delà de la divulgation faite dans la demande telle que déposée, a été fournie.
 - La déclaration, selon laquelle les informations enregistrées sous déchiffrable par ordinateur sont identiques à celles du listages des séquences Présenté par écrit, a été fournie.

4. Les modifications ont entraîné l'annulation :

 - de la description, pages :
 - des revendications, nos :
 - des dessins, feuilles :

**RAPPORT D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n°

PCT/FR 03/01122

5. Le présent rapport a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

(Toute feuille de remplacement comportant des modifications de cette nature doit être indiquée au point 1 et annexée au présent rapport.)

6. Observations complémentaires, le cas échéant :

V. Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration Nouveauté	Oui:	Revendications	1-7
	Non:	Revendications	
Activité inventive	Oui:	Revendications	4,6-7
	Non:	Revendications	1-3,5
Possibilité d'application industrielle	Oui:	Revendications	1-7
	Non:	Revendications	

2. Citations et explications

voir feuille séparée

Concernant le point V

Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

Il est fait référence aux documents suivants:

- D1: GB 554 695 A (DUNLOP RUBBER CO;JAMES CLAUDE HICKMAN) 15 juillet 1943 (1943-07-15)
D2: US-A-3 615 081 (RAVENEL RAYMOND A) 26 octobre 1971 (1971-10-26)
D3: FR-A-2 812 242 (C F GOMMA BARRE THOMAS) 1 février 2002 (2002-02-01)

1. Le document D1, qui est considéré comme étant l'état de la technique le plus proche de l'objet de la revendication 1, décrit (voir page 1, lignes 62-82; page 1, ligne 97 - page 2, ligne 2; page 2, lignes 18-53; figures 1 et 2; les références entre parenthèses s'appliquent à ce document):

Articulation élastique élastomère (adaptée pour servir de pièce ressort d'un dispositif de suspension de véhicule), ladite articulation (1,7,11) définissant un axe de rotation et comprenant une armature interne (11) et une armature externe (7) reliées par un matériau élastique élastomère (1), ladite articulation (1,7,11) étant adaptée pour être fixée d'une part, par l'intermédiaire de l'armature externe (7) **à la caisse du véhicule (2)** et d'autre part, par l'intermédiaire de l'armature interne (11), **à un bras longitudinal oscillant (4)** (et pour opposer une force de rappel en torsion lors de la soumission à une contrainte de torsion selon ledit axe de rotation), ladite armature externe (7) comprenant des moyens de réglage angulaire (8,9,10) de l'articulation selon l'axe de rotation par rapport **à la caisse du véhicule.**

Le document D2 décrit une articulation élastique similaire à l'articulation du document D1.

Cette articulation élastique qui est décrite dans le document D1 diffère de l'objet de la revendication 1 en ce que l'armature externe de l'articulation est adaptée pour être fixée au bras longitudinal et l'armature interne, à la caisse du véhicule, c'est à dire que la fixation de l'articulation du document D1 est l'inverse de celle qui fait l'objet de la revendication 1.

La caractéristique de la fixation de l'armature interne de l'articulation élastique, soit au

bras longitudinal, soit à la caisse du véhicule, est bien connu de la personne du métier (voir figures 6,7 du document D3), qui pourrait choisir, selon le cas d'espèce, parmi les deux possibilités évidentes. Les légères modifications nécessaires pour monter l'articulation élastique décrite dans le document D1, au bras de suspension de la revendication 1 de la demande, sont dans le cadre de la pratique courante pour la personne du métier et les avantages qui en résultent sont aisément prévisibles. En conséquence, l'objet de la revendication 1 n'implique pas non plus une activité inventive.

1.1 La solution proposée dans la revendication 1 de la présente demande n'est donc pas considérée comme inventive (article 33(3) PCT).

2. Les revendications dépendantes 2,3 et 5 ne contiennent aucune caractéristique qui, en combinaison avec celles de l'une quelconque des revendications à laquelle elles se réfèrent, définisse un objet qui satisfasse aux exigences du PCT en ce qui concerne l'activité inventive, par ce que les caractéristiques des revendications 2, 3 et 5 sont déjà employées dans le même but dans une articulation de suspension analogue, voir figures 1,2,3 du document D2 ou figures 1,2 du document D1. Il est évident pour la personne du métier d'appliquer ces caractéristiques, avec un effet correspondant, dans une articulation de suspension suivant le document D2 ou D1 et d'obtenir ainsi une articulation selon les revendications 2,3 et 5.

2.1 La solution proposée par la combinaison des caractéristiques des revendications 2,3 et 5 de la présente demande n'est pas donc considérée comme inventive (article 33(3) PCT).

3. Les moyens de réglage angulaire de l'armature de l'articulation au bras longitudinal oscillant décrit dans le document D2 (ou dans le D1; voir § 1), comprennent des éléments qui permettent la fixation de l'armature sur le bras aux positions angulaires différentes. Le problème que la combinaison des caractéristiques des revendications 4,6,7 se propose de résoudre peut donc être considéré comme de simplifier le montage et de réduire le temps nécessaire pour le réglage de l'articulation sur le bras par l'utilisation des moyens de réglage angulaire qui permettent l'identification des positions angulaires spécifiques correspondant aux hauteurs de caisse souhaitées.

Les solutions de ce problème proposées dans les revendications 4, 6, 7 de la présente demande sont considérées comme impliquant une activité inventive (article 33(3) PCT) par ce que elles ne sont pas comprises dans l'état de la technique et n'en découlent

pas de manière évidente.

3.1 Les revendications dépendantes 4,6,7 satisfont donc les conditions requises par le PCT en ce qui concerne l'activité inventive.